



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

11-05-2016

Les élections 2017 approchent Les opérations politiciennes se multiplient

Le mouvement social qui grandit, les luttes qui s'amplifient, l'hostilité de 78% des français à la « loi travail », cette forte opposition au pouvoir en place, contraint plus fortement que jamais le capital et tous ses soutiens à rechercher fébrilement une relève gouvernementale pour poursuivre leur politique.

Le gouvernement Hollande grand serviteur des intérêts capitalistes, est aujourd'hui usé par une politique entièrement dévouée aux entreprises, dirigée contre les travailleurs et le peuple. Pour remplacer Hollande et son gouvernement, les grands groupes capitalistes s'emploient à trouver une autre équipe de. Après Sarkozy, Hollande. Après Hollande...?

C'est dans ces conditions que se préparent les futures élections présidentielle et législatives de 2017.

Les opérations politiciennes, les magouilles, les alliances diverses et variées se multiplient déjà pour offrir une « image politique nouvelle » mais le fond de ces opérations est identique : changer les équipes pour que rien ne change.

- Le Parti Socialiste au pouvoir essaie d'utiliser ses « frondeurs » pendant qu'un de ses dirigeants vient d'affirmer : « Nous avons besoin de rassembler le camp républicain en 2017 » (voir le N°119 de notre journal)

- La droite accumule les candidats (es) à la présidentielle, ils (elles) ont tous le même programme politique, jouent la surenchère pour casser ce qui reste des acquis sociaux.
- Le Front National utilise de façon démagogique le mécontentement des travailleurs. Ce Parti est en réserve du capital, prêt à le servir en surfant sur le profond mécontentement.
- Le Ministre socialiste Macron, tout droit sorti des milieux financiers, invente son propre mouvement pour donner une « image moderne » du capitalisme, bien aidé en cela par la propagande bourgeoise. A. Montebourg et Nicolas Hulot ressortent du placard pour multiplier encore l'offre politique.
- Le Parti Communiste Français prône un « grand rassemblement à gauche » avec le Parti Socialiste, les Verts, Nouvelle Donne, et une multitude d'organisations pour « changer de politique » mais sans jamais toucher aux fondamentaux du capitalisme.

*Mélenchon (candidat à la présidentielle) est pour le « partage des richesses » avec le capital, pour une VIème république et une « constituante ». Comme s'il suffisait de changer les institutions pour changer de politique !

- Enfin la dernière opération politique en cours (3 mai dernier) a pris la forme d'un « Manifeste » signé par 150 « personnalités » pour réduire le temps de travail, ce qui est louable, mais à la lecture de ce manifeste, il est tout bonnement question de gérer les conséquences de la politique du capitalisme.

Après avoir mis l'accent sur les méfaits du chômage sur la société, les signataires proposent de « travailler moins pour travailler tous et mieux ». On est au cœur d'une « meilleure répartition des richesses » avec le capital. Le texte du manifeste met en avant « l'effet très positif du passage aux 35 heures hebdomadaires sur l'emploi et l'activité », on voit ce qu'il en est aujourd'hui.

Aucun mot sur l'aggravation forte des conditions de travail, rien sur la baisse des salaires traduits dans le texte par « certaines difficultés dans sa mise en œuvre ». « Il faut d'urgence reprendre ce chemin, s'y prendre autrement, et notamment ne plus raisonner seulement sur le temps de travail hebdomadaire », proposent les signataires !! **Cela s'appelle la flexibilité tant voulue et développée par le MEDEF.**

Le texte conclut par : «...il en va de l'avenir de notre démocratie et de notre modèle social... », Belle déclaration quand la démocratie est aux mains de l'état capitaliste et que le « modèle » social français est bien entamé, mais aucune allusion n'est faite sur les

responsabilités du capital. **C'est une démonstration d'accompagnement de la gestion capitaliste.**

Parmi les 150 signataires, on peut remarquer tous les défenseurs du « partage des richesses », des syndicalistes tels que P. Martinez , secrétaire général de la CGT, G.Aschieri de la FSU, S.Feierabend, secrétaire générale de l'UNEF, tout ce monde syndical adepte du « dialogue social » avec le MEDEF et le gouvernement joignent leurs signatures à celles de D. Cohn Bendit anticommuniste primaire et grand défenseur du capitalisme européen, M. Rocard, ancien ministre employé pendant son mandat à la destruction de la Sécurité Sociale sont aussi signataires. P. Laurent secrétaire du Parti Communiste Français, de membres de Nouvelle Donne, d'ATTAC, du Parti Socialiste, des Verts, nombre d'économistes et même de patrons. Tout ce petit monde pour tromper, entraîner les travailleurs vers de fausses solutions et préserver le système actuel.

Dans le système actuel il n'y a pas de solution au chômage, à la pauvreté, à la satisfaction des besoins sociaux. Le capital est incapable de résoudre ces problèmes car son existence est due à l'accumulation sans cesse plus grande de profits accaparés par l'exploitation du travail. Tenter de faire croire à un quelconque « partage des richesses » est un leurre, une impasse politique, c'est en même temps faire accepter l'idée qu'il n'y a pas d'autres solution en dehors du capital.

Notre Parti Révolutionnaire Communistes est le seul porteur d'une perspective politique claire visant à chasser le capital par la lutte politique, prendre l'ensemble des leviers économiques et financiers, en confier la gestion aux travailleurs et au peuple.

En dehors de cela, rien ne changera.